



HAL
open science

Identifier et caractériser les territoires à enjeux de Nouvelle Aquitaine face au chômage pour accompagner une action publique sur mesure : une combinaison d'analyses descriptives, économétriques et qualitatives

Etienne Fouqueray, Olivier Bouba-Olga, Emmanuelle Gaillard

► **To cite this version:**

Etienne Fouqueray, Olivier Bouba-Olga, Emmanuelle Gaillard. Identifier et caractériser les territoires à enjeux de Nouvelle Aquitaine face au chômage pour accompagner une action publique sur mesure : une combinaison d'analyses descriptives, économétriques et qualitatives. 2022. hal-03913955

HAL Id: hal-03913955

<https://hal.science/hal-03913955v1>

Preprint submitted on 27 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Identifier et caractériser les territoires à enjeux de
Nouvelle Aquitaine face au chômage pour
accompagner une action publique sur mesure : une
combinaison d'analyses descriptives, économétriques
et qualitatives**

*Identifying and characterizing the vulnerable
territories in Nouvelle-Aquitaine in the face of
unemployment in order to support tailored public
action: a combination of descriptive, econometric and
qualitative analyses*

Etienne FOUQUERAY

Région Nouvelle-Aquitaine / chercheur associé Université de Poitiers

etienne.fouqueray@nouvelle-aquitaine.fr

Auteur correspondant

Emmanuelle GAILLARD

Agence d'urbanisme Bordeaux Aquitaine

e-gaillard@aurba.org

Olivier BOUBA-OLGA

Région Nouvelle-Aquitaine / Professeur détaché de l'Université de Poitiers

olivier.bouba-olga@nouvelle-aquitaine.fr

Mots clés : chômage, territoire, méthode mixte, politiques publiques, Nouvelle-Aquitaine

Keywords : unemployment, territory, mixed method, public policies, Nouvelle-Aquitaine

Résumé

Nous présentons la démarche et les résultats d'une recherche-action pilotée par la Région Nouvelle-Aquitaine sur la question de la géographie du chômage. En mobilisant une méthode mixte mêlant approches quantitatives et qualitatives, nous identifions d'abord 12 territoires à enjeux de Nouvelle-Aquitaine sous l'angle du chômage, puis nous repérons les déterminants géographiques du chômage à partir d'un modèle économétrique dont nous croisons les résultats

avec ceux d'entretiens semi-directifs conduits auprès d'acteurs locaux intervenant sur ces territoires à enjeux. Nous montrons que deux grandes familles de déterminants expliquent les différences géographiques du chômage : i) l'accès aux ressources des personnes (qualification, véhicule, etc.) et ii) les caractéristiques géographiques et socio-économiques des territoires (littoral, dynamique de l'emploi, etc.). La confrontation de ces résultats avec ceux issus des entretiens met en évidence des déterminants variés selon les territoires et des régularités dominantes : problèmes de mobilité, de formation, d'exclusion sociale, de dynamisme et de structuration du tissu économique, de chômage d'attraction, etc.

Abstract

We present the approach and results of an action research project conducted by the Nouvelle-Aquitaine Region on the issue of the geography of unemployment. Using a mixed method combining quantitative and qualitative approaches, we first identify 12 territories at stake in New Aquitaine from the point of view of unemployment. We then identify the geographical determinants of unemployment using an econometric model, the results of which we cross-reference with those of semi-structured interviews conducted with local actors working in these territories. We show that two main families of determinants explain the geographical differences in unemployment: i) access to resources (qualification, vehicle, etc.) and ii) the geographical and socio-economic characteristics of the territories (coastline, employment dynamics, etc.). The comparison of these results with those from the interviews reveals a variety of determinants according to the territories and dominant regularities: problems of mobility, training, social exclusion, dynamism and structuring of the economic fabric, attraction unemployment, etc.

Points clés :

- Les différences géographiques (EPCI) de chômage à l'échelle française résultent de deux grandes familles de déterminants : i) les caractéristiques et les ressources des personnes, ii) les caractéristiques géographiques et socio-économiques des territoires.
- Nous identifions 12 territoires de Nouvelle-Aquitaine pouvant être considérés comme étant à enjeux très forts sous l'angle du chômage.
- Pour ces 12 territoires, certaines variables explicatives du modèle sont concordantes avec les discours des acteurs. Des compléments qualitatifs de ces derniers permettent d'identifier des facteurs explicatifs non modélisables.
- La dynamique du marché du travail et la spécialisation économique des territoires d'une part et la mobilité des personnes sont les deux thématiques évoquées le plus souvent par les acteurs des territoires pour expliquer le taux de chômage.

1. Introduction

A la croisée des enjeux économiques, sociaux et politiques, la question du chômage occupe bien souvent le devant de la scène médiatique. A l'échelle nationale, sa diminution constante depuis 2015 (de 10,2% à 7,1% actuellement) – hormis un pic pendant la crise de la Covid-19 – a peu à peu donné l'impression que le problème était résolu, d'autant plus que dans le même temps les difficultés de recrutement se sont accrues. La réforme de l'assurance chômage s'est d'ailleurs inscrite dans ce contexte avec l'objectif de durcir l'accès à l'indemnisation afin d'inciter au retour à l'emploi.

Derrière ce contexte macro-économique plutôt positif se cachent des dynamiques territoriales contrastées : à l'échelle des EPCI de France métropolitaine, les taux de chômage au sens du recensement varient de 3,48% à 25,3% en 2018, soit un rapport de 7 pour 1. En Nouvelle-Aquitaine, les variations sont moins fortes, mais elles restent non négligeables : les taux de chômage varient de 7,67% (CC des Vallées du Clain) à 17,02% (CC du Pays Foyen), soit un rapport de plus de 2 pour 1. En plus de ces différences territoriales, nous observons une certaine inertie territoriale des taux de chômage. A l'échelle des zones d'emploi, on constate que les différences géographiques de taux de chômage de 2003 expliquent encore, 16 ans plus tard, 80% des différences observées. L'évolution relative des taux de chômage territoriaux s'inscrit donc dans le temps long indépendamment des variations conjoncturelles macro-économiques.

Ces observations nationales, régionales et territoriales invitent à se poser des questions à deux niveaux : i) quels sont les territoires les plus impactés par le chômage ? ii) quels sont les déterminants des différences géographiques des taux de chômage ? Dans cet article, nous appliquons ces questionnements au contexte néo-aquitain et tentons d'y apporter des réponses.

Dans une première partie, nous rappelons l'intérêt et l'originalité de la démarche de recherche-action pilotée par la Région Nouvelle-Aquitaine. Dans une seconde partie, nous présentons la méthode mixte que nous avons déployée pour mener à bien ce travail. Celle-ci s'appuie sur des approches complémentaires quantitatives (statistiques descriptives, économétrie) et qualitatives (entretien semi-directifs). Enfin dans une troisième partie, nous présentons les résultats des traitements et des entretiens réalisés et répondons à notre double problématique.

2. La question du chômage au carrefour des compétences des régions

2.1. Intérêt de la démarche

Depuis 2016 et la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), les Régions françaises, ont vu leur champ de compétences enrichies. Parmi ces compétences plusieurs sont liées à la question du chômage : la formation professionnelle, le développement économique dont la stratégie est portée par le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation la formation professionnelle, les transports ou encore l'aménagement du territoire traduit dans le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires.

Dans ce contexte, le service étude et prospective du Pôle DATAR de la Région Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec l'Agence d'urbanisme Bordeaux Aquitaine (A'urba), a conduit un travail de recherche-action afin d'identifier et de caractériser les territoires à enjeux de Nouvelle-Aquitaine sous l'angle du chômage.

Cette démarche s'inscrit dans une ambition plus large du service consistant à produire des analyses thématiques territorialisées suivant l'objectif de contribuer à mieux orienter et différencier l'action de la Région, en montant et en nature d'intervention. Il s'agit ainsi d'identifier les enjeux (ou vulnérabilités) de chaque territoire au regard de chaque sujet d'étude.

Les analyses des besoins territoriaux doivent servir à mettre en œuvre les actions les plus pertinentes, de cibler des résultats à atteindre cohérents avec les objectifs politiques de l'institution et les moyens disponibles, de mesurer à terme les résultats obtenus. Elles peuvent également être mises en regard des aides en vigueur pour en appréhender la pertinence et l'efficacité.

2.2. Originalité

Cette communication est originale à plusieurs points de vue. Tout d'abord, elle apporte un éclairage sur la manière dont les acteurs institutionnels, ici la Région Nouvelle-Aquitaine et l'A'urba tentent de produire de la connaissance utile aux décideurs publics. Ensuite, elle propose une application des méthodes mixtes à la question de l'analyse des différences territoriales du chômage en tenant compte du caractère multifactoriel de celui-ci. Enfin, elle offre une place de choix aux freins originels à l'appariement sur les marchés locaux du travail, souvent négligés au profit de dimension résultant principalement des dynamiques de l'offre d'emploi (dynamique économique, projets de recrutements).

3. La méthode mixte

3.1. Concepts et apports de la méthode mixte

Trop souvent les travaux consacrés à l'analyse territoriale du chômage et de l'emploi se concentrent uniquement sur des méthodes économétriques (Bouvard et Donne, 2020 ; Blanc et Hild, 2008 ; Duguet et al., 2008). Or certains phénomènes territoriaux ne sont pas bien identifiés et mesurés par les variables disponibles. De plus, de nombreuses analyses du chômage conduites à l'échelle territoriale s'appuient sur des cadres théoriques macroéconomiques du

fonctionnement du marché du travail et de la croissance, faisant du lien entre dynamique économique et chômage le cœur du questionnement. Certes ce lien explique bien la dynamique du chômage à des échelles macroéconomiques mais il ne permet pas seul de rendre compte des différences territoriales en la matière, alors même que les marchés du travail sont principalement locaux. Afin de dépasser ces limites, nous proposons de mobiliser la méthode mixte d'analyse (Small, 2011), qui repose sur l'alliance de matériaux de recherche quantitatifs et qualitatifs (Testenoire, Trancart, 2003). Isolées l'une de l'autre, ces méthodes d'analyse ne permettraient qu'une résolution partielle du problème de recherche rencontré (Creswell et Plano Clark, 2007, p. 5 ; Winter, 1984).

Depuis son développement et sa généralisation dans les années 1980 (Campbell et Fiske, 1959 ; Ferru, 2018), la méthode mixte occupe dorénavant une place de choix dans la boîte à outils du chercheur en sciences régionales comme dans d'autres disciplines (Stange, 2006 ; Tashakkori, 2009). La complémentarité entre les analyses qualitatives et quantitatives prend sens au regard des apports de chacune. Les approches qualitatives permettent de décortiquer des phénomènes complexes (Testenoire et Trancart, 2003 ; Gondard-Delcroix, 2006) quand bien même les discours des acteurs sont par nature subjectif nécessitant une interprétation précautionneuse et des stratégies de recoupement de l'information. Ces approches sont également un moyen de créer de nouvelles données, notamment quantitatives, par la codification des informations qualitatives. Dans notre recherche, nous mobilisons l'approche qualitative dans ces deux optiques : recueillir le discours des acteurs et créer des données nouvelles.

Les méthodes quantitatives mettent en évidence des régularités statistiques entre des variables afin d'apporter des éléments d'explication à un phénomène. Ces méthodes sont de ce point de vue plus robustes que les méthodes qualitatives. Toutefois, leur usage exclusif peut conduire à des erreurs d'interprétation du fait de la déconnexion de certaines hypothèses théoriques avec les réalités de terrain et de l'absence de variables adaptées aux problèmes à résoudre. De façon schématique, les approches quantitatives forment le squelette de la recherche tandis que les méthodes qualitatives en constituent la chair.

La combinaison des approches qualitatives et quantitatives peut s'organiser de diverses manières en fonction de l'objet étudié, des objectifs de l'analyse, des données disponibles et des moyens dévolus à la recherche. Pour l'analyse territoriale des déterminants du chômage, nous proposons de combiner approches quantitatives et qualitatives suivant une logique itérative. D'abord nous procédons à l'identification de territoire à enjeux à partir de statistiques descriptives. Ensuite, et de façon parallèle et poreuse, nous approfondissons la situation de ces territoires grâce à des entretiens semi-directifs auprès d'acteurs locaux et nous identifions économétriquement les déterminants du chômage dans les EPCI français. Ces deux approches complémentaires permettent de souligner les particularités et les régularités territoriales des causes du chômage dans les territoires à enjeux de Nouvelle-Aquitaine.

3.2. Les territoires à enjeux sous l'angle du chômage

Afin d'identifier les territoires à enjeux sous l'angle du chômage, nous mobilisons des données « Emploi-Population active en 2018 » du recensement de la population 2018 à la maille communale. Nous effectuons différents traitements pour produire des données et des indicateurs à l'échelle des EPCI mais également des régions et de la France.

Le taux de chômage que nous calculons correspond à la définition du taux de chômage au sens du recensement (Encadré 1). L'ensemble des données traitées et analysées, hors emploi au lieu de travail, fait référence aux personnes de 15 à 64 ans, c'est-à-dire à la population en âge de travailler.

Nous croisons ensuite les informations issues de ces traitements et définissons deux critères (C1, C2) que nous combinons afin de proposer une typologie de territoires :

- C1 : EPCI positionnés dans le tiers des EPCI de France dont le taux de chômage est le plus fort en 2018 (taux supérieur à 13,13%),
- C2 : EPCI dont la situation s'est dégradée le plus par rapport à la tendance moyenne observée France entière entre les deux recensements (2013 et 2018).

Quatre catégories d'EPCI à enjeux ont été identifiées en croisant les critères C1 et C2. Nous les codons 1, 2, 3 et 4 en respectant les combinaisons ci-dessous.

Catégorie « 1 » : EPCI à enjeux très forts => C1&C2

Catégorie « 2 » : EPCI à enjeux forts => C1&Non(C2)

Catégorie « 3 » : EPCI à signaux faibles => Non(C1)&C2

Catégorie « 4 » : EPCI à moindres enjeux => Non(C1)&Non(C2)

A partir de cette classification, nous focalisons ensuite l'analyse qualitative sur les EPCI de la catégorie « 1 » pour la Nouvelle-Aquitaine. Nous l'enrichissons d'un travail économétrique dont l'objectif est d'identifier des régularités dans les déterminants géographiques du chômage, régularités qui sont susceptibles de s'observer sur les cas particuliers des EPCI de la catégorie « 1 » de Nouvelle-Aquitaine.

Encadré 1 : Les différentes mesures du chômage dans les territoires

Quatre définitions du chômage et donc du taux de chômage sont usuellement mobilisées : au sens du BIT, au sens de Pôle Emploi, au sens du recensement et le chômage localisé. Ces différentes définitions et les indicateurs qui s'y rapportent ne sont pas tous disponibles à des échelles territoriales fines (notamment EPCI) et pour des périodes récentes. La confrontation de ces deux caractéristiques relatives aux données disponibles nous incite à retenir pour nos analyses la définition du chômage au sens du recensement de la population.

Le nombre de chômeurs **estimé au sens du recensement de la population** est différent du nombre de chômeurs estimé au sens du BIT et du nombre de chômeurs estimé par Pôle Emploi. « Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail ; et d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi » (Insee).

Etant donné que les données issues du recensement de la population sont légèrement moins récentes que les données sur l'emploi localisé, nous avons cherché à tester à l'échelle des zones d'emploi et des départements la corrélation entre les données sur le chômage issues du recensement et celles issues de l'estimation localisée pour une même année (2017). Ces tests de robustesse ont mis en évidence une très forte corrélation entre les deux sources de données, validant le choix de mobiliser les données issues du recensement sans risque d'erreur sur l'évaluation de la dynamique du chômage.

3.3. Analyse économétrique des déterminants de la géographie du taux de chômage

3.3.1. Enjeux de la modélisation

Pour comprendre les raisons des différences territoriales de taux de chômage, nous avons bâti progressivement un modèle explicatif des taux de chômage des EPCI à l'échelle de la France métropolitaine, en nous appuyant sur les résultats de la littérature, d'une part, et sur un ensemble d'entretiens semi-directifs ciblés sur les douze territoires de Nouvelle-Aquitaine où cette question du chômage ressortait particulièrement (cf. 3.4.), d'autre part.

Dans ce travail, nous prêtons une attention particulière à l'introduction de variables renseignant à la fois sur la dynamique de l'offre et de la demande sur le marché du travail. L'originalité de ce travail porte précisément sur ce dernier point souvent négligé. L'offre de travail et les freins qui la perturbent à l'échelle individuelle sont bien connus par les spécialistes des questions d'emploi et de chômage mais ils sont souvent négligés pour expliquer les dynamiques territoriales de l'emploi et du chômage (Bouvard et Donne, 2020). A partir des principaux résultats de notre analyse, nous identifions les territoires de Nouvelle-Aquitaine dont le taux de chômage observé s'éloigne le plus, en positif ou en négatif, du taux de chômage prédit par le modèle. Nous mesurons également la valeur des variables significatives du modèle pour les territoires de Nouvelle-Aquitaine à enjeux très fort (catégorie « 1 »). Ce travail permet de compléter l'analyse qualitative en objectivant les discours des acteurs, et en identifiant d'éventuelles causes nouvelles au taux de chômage observé.

3.3.2. Stratégie économétrique et données mobilisées

Afin d'étudier les déterminants de la géographie des taux de chômage, nous mobilisons une régression multiple cherchant à expliquer le taux de chômage par diverses variables explicatives préalablement sélectionnées (tests de colinéarité, etc.), à l'échelle des EPCI de France métropolitaine.

$$tx_cho_{18} = \beta X + \varepsilon$$

X est la matrice des variables explicatives, β le vecteur des paramètres associés et ε , le terme d'erreur, est un vecteur colonne de variables aléatoires normales indépendantes.

Nous faisons le choix d'accorder la même importance à chaque EPCI, quelle que soit sa taille (superficie, nombre d'habitants, nombre de chômeurs, nombre d'actifs). De cette manière, il s'agit de mettre en évidence les caractéristiques territoriales susceptibles d'expliquer le taux de chômage mesuré dans les EPCI.

Sélection des variables testées

Nous avons identifié des variables susceptibles d'apporter des réponses quant aux causes du taux de chômage (variables d'intérêt) et des variables de contrôle pouvant influencer sur le taux de chômage sans pour autant être au cœur de nos questionnements. Nous présentons les caractéristiques de ces variables et les hypothèses que nous faisons sur leur lien de causalité avec le taux de chômage s'il existe.

Variables sur les facteurs du chômage d'attraction :

- $ti_pop_13_18$: taux de croissance de la population sur la période 2013-2018, **variable d'intérêt**. Elle renseigne sur la dynamique démographique d'un territoire. Deux

hypothèses sous-jacentes à l'utilisation de cette variable peuvent être formulées : i) les territoires qui connaissent une croissance démographique sont les plus attractifs et peuvent être impactés par un chômage d'attraction, ii) les territoires dynamiques démographiquement sont également des territoires où la dynamique économique est positive (la première étant une composante essentielle de la seconde), ce qui a pour effet de limiter le taux de chômage. Selon les territoires, l'une, l'autre ou bien les deux hypothèses peuvent être observées.

- *littoral_mer* : variable binaire (1 si au moins un habitant de l'EPCI habite dans une commune littorale au sens de la loi littorale de 1986 et si cette commune est située le long de l'océan ou de la mer), **variable d'intérêt**. Nous faisons l'hypothèse que les territoires littoraux qui attirent de la population et où la dynamique économique est plus forte sont susceptibles d'attirer des demandeurs d'emploi à la recherche d'un meilleur cadre de vie, traduisant un effet « chômage d'attraction ».
- *montagne* : variable binaire (1 si au moins un habitant de l'EPCI habite dans commune de montagne), **variable de contrôle**. Il est difficile de faire une hypothèse sur l'effet, dans un sens ou dans l'autre, de cette variable sur le taux de chômage.
- *loge_vacant* : variable qui mesure la part des logements vacants dans le total des logements en 2018, **variable d'intérêt**. Nous faisons l'hypothèse que plus la part des logements vacants sur un territoire est importante, plus les possibilités de trouver un logement à prix accessible sont élevées, ce qui peut avoir pour conséquence l'attraction de personnes (dont des demandeurs d'emploi) dont les ressources sont faibles. Cette hypothèse se base notamment sur le constat que cette variable est corrélée négativement avec le prix moyen au m² des maisons (-0.68 avec le logarithme du prix des maisons). Pour rappel, selon l'Insee, « un logement est vacant s'il est inoccupé et : i) proposé à la vente, à la location, ii) déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation, iii) en attente de règlement de succession, iv) conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés, v) sans affectation précise par le propriétaire (logement vétuste, etc.) ».

Variables sur la structure et la dynamique du tissu économique :

- *tx_var_emploi_13_18* : taux de croissance de l'emploi total au lieu de travail sur la période 2013-2018, **variable d'intérêt**. Cet indicateur traduit la dynamique de la demande de travail (ou de l'offre d'emploi) sur un territoire. Il présente la limite de ne pas tenir compte de la dynamique des territoires limitrophes, quand bien même les mobilités domicile-travail peuvent être marquées entre deux territoires. Nous faisons l'hypothèse, à l'instar de ce que l'on observe à l'échelle macro-économique, que la croissance de l'emploi contribue à la diminution du chômage.
- *part_precaire* : Part des salariés de 15-64 ans en emploi précaire 2018, c'est-à-dire hors CDI (intérim, apprentissage, les emplois jeunes, CES (contrats emploi solidarité), contrats de qualification ou autres emplois aidés, les stages rémunérés en entreprise et les autres emplois à durée limitée, CDD (contrats à durée déterminée), contrats courts, saisonniers, vacataires, etc.), **variable d'intérêt**. Nous faisons l'hypothèse que cette variable est une approximation de l'emploi ponctuel et récurrent sur un territoire (saisonnalité et intérim).
- *Secteurs d'activités* : **variables de contrôle**.
 - ✓ *industrie_18* : Part de l'emploi dans l'industrie au sens du recensement de la population 2018

- ✓ *agri_18* : Part de l'emploi dans l'agriculture au sens du recensement de la population 2018
- ✓ *construction_18* : Part de l'emploi dans la construction au sens du recensement de la population 2018
- ✓ *tertiaire_18* : Part de l'emploi dans le tertiaire au sens du recensement de la population 2018.

Ces quatre grands secteurs regroupent l'ensemble des emplois. De fait, ces quatre variables ne peuvent pas être introduites ensemble dans le modèle pour cause de colinéarité très forte. Nous pouvons en choisir au maximum trois s'interprétant en référence à la variable exclue du modèle. Elles renseignent sur la spécialisation et la spécificité économique des EPCI. Il est difficile a priori de faire des hypothèses sur l'effet des grandes spécialisations sectorielles sur le chômage.

Variables sur les caractéristiques sociodémographiques de la population du territoire :

- *sans_diplome* : Part des non-diplômés parmi les 15 ans et plus non scolarisés en 2018, **variable d'intérêt**. Les études et recherches conduites sur le chômage à partir de données individuelles mettent en évidence le rôle central du niveau de qualification et notamment de l'obtention d'un diplôme pour accéder au marché du travail. Ainsi, l'absence de diplôme accroît considérablement la probabilité d'être au chômage. En conséquence, nous formulons l'hypothèse suivante : plus la part de la population en âge de travailler et sans diplôme sur un territoire est élevée, plus le taux de chômage sur ce territoire sera élevé.
- *part_monopar* : Part des familles monoparentales parmi les familles avec enfant(s) en 2018, **variable d'intérêt**. La disponibilité pour un emploi des parents de familles monoparentales est fortement contrainte par leurs tâches familiales quotidiennes (transport des enfants, garde, tâches ménagères, etc.). Nous faisons l'hypothèse que le taux de chômage dans les territoires augmente avec la part des familles monoparentales.

Variables sur la mobilité des personnes :

- *p18_part_voit0* : Part des ménages ne possédant pas de voiture en 2018, **variable d'intérêt**. La mobilité entre le lieu de résidence d'une personne et le(s) lieu(s) d'exercice d'un emploi est fortement conditionnée par l'accès à un moyen de transport privé et/ou public. Dans les territoires ruraux où l'offre de transport public est faiblement développée voire absente, la possession d'un véhicule est indispensable pour accéder à l'emploi. En revanche, dans les territoires urbains, l'absence de possession d'un véhicule ne représente pas un frein aussi important à l'accès au marché du travail car l'offre de transport en commun est dense. De fait, nous faisons l'hypothèse que les territoires où la part des ménages ne possédant pas de voiture est élevée ont une probabilité plus forte d'être caractérisés par un taux de chômage élevé. Nous nuancions cette hypothèse pour les territoires très urbanisés, même si ne pas avoir de véhicules, peut représenter un frein pour l'accès à certains emplois, notamment lorsque ces derniers sont très éloignés du domicile ou mal desservis par les transports en commun.
- *p_mob_horsepci* : Part des déplacements quotidiens domicile-travail orientés hors de l'EPCI, **variable d'intérêt**. Le taux de chômage étant mesuré au lieu de résidence des actifs d'un EPCI, il est possible qu'un territoire bénéficie d'un faible taux de chômage car les actifs résidents travaillent dans des territoires frontaliers dynamiques sur le plan économique. Nous faisons l'hypothèse que plus la part des mobilités domicile-travail orientées hors de l'EPCI de résidence est élevée, plus le taux de chômage sera bas sur ce territoire. Cette variable est un indicateur d'un effet « résidentiel » et d'un « lien

interterritorial » positifs pour le territoire. De façon indirect, il est probable que la qualité des infrastructures de transport et/ou de l'offre de transports en commun soient corrélées positivement à cet indicateur.

Variables sur l'offre de service territoriale :

- *tauxcouv_epci* : Capacité théorique d'accueil des enfants de moins de 3 ans pour 100 enfants de moins de 3 ans, **variable d'intérêt**. Pour les jeunes parents, et notamment les femmes, la difficulté de faire garder un enfant en bas âge peut empêcher l'accès à l'emploi. Notre hypothèse est donc la suivante : plus les capacités d'accueil des jeunes enfants seront élevées plus les probabilités sur un territoire d'observer un taux de chômage élevé seront faibles.

Variables sur la typologie du territoire :

- *rural* : variable binaire (1 si EPCI rural, 0 si EPCI urbain) **de contrôle**. A priori, nous ne savons pas dans quel sens cette variable peut influencer le taux de chômage et s'il existe un lien significatif entre les deux. Une analyse des données met toutefois en évidence que le taux de chômage est en moyenne plus faible dans les EPCI ruraux que dans les EPCI urbains.

3.4. Analyse qualitative des causes du chômage dans les territoires à enjeux de Nouvelle-Aquitaine

3.4.1. Conduite d'entretiens semi-directifs et retranscriptions des entretiens

Dans chaque territoire, quatre à six entretiens ont été menés auprès des acteurs locaux (services du conseil régional, Pôle Emploi, Mission locale, EPCI) par les chargés d'études du Service Études et Prospective du CNRA et l'a-urba. Au total 58 entretiens ont été réalisés par un binôme de chargés d'études. L'intérêt de travailler en binôme est de réduire au maximum la perte d'informations et les biais de subjectivité. Ils se sont déroulés en visio-conférence selon le mode semi-directif à partir d'un guide d'entretien élaboré par l'équipe-projet. Après avoir située la démarche engagée par le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, le chargé d'études a proposé à la personne interrogée de s'exprimer librement sur les facteurs explicatifs du taux de chômage.

La trame de la grille (annexe 1) a permis aux chargés d'études de garder à l'esprit les items à aborder :

- L'intensité des offres d'emploi et les problématiques d'appariement du côté de l'offre et de la demande.
- L'influence de l'environnement territorial sur le chômage (histoire, dynamiques socio-démographiques, situation géographique, etc.)
- Le contexte institutionnel local : dispositifs mis en œuvre et réseaux d'acteur

À partir de l'ensemble des éléments recueillis, une fiche de synthèse par territoire a été rédigée par le binôme en charge de l'EPCI. Son objectif est double : i) offrir aux acteurs interrogés un outil de connaissance de leur territoire, ii) constituer un matériau intermédiaire pour l'analyse croisée des enseignements.

3.4.2. Conduite d'entretiens semi-directifs et retranscriptions des entretiens

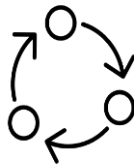
En compilant les propos d'acteurs et les variables du modèle économétrique, une liste de thématiques a été identifiée. Chacune de ces thématiques est donc susceptible de regrouper et de synthétiser des propos divers dont le spectre dépasse les variables du modèle.

À partir de cette liste, une grille a été proposée à l'ensemble des chargés d'études (Tableau x). Elle a été élaborée pour aboutir à une vision synthétique et homogène des éléments recueillis dans chaque territoire. Elle donne une place de choix à la question de la convergence entre les éléments quantitatifs et qualitatifs. Chaque chargé d'études a eu la liberté d'ajouter des thématiques en fonction de l'analyse des paroles d'acteur recueillies sur son territoire.

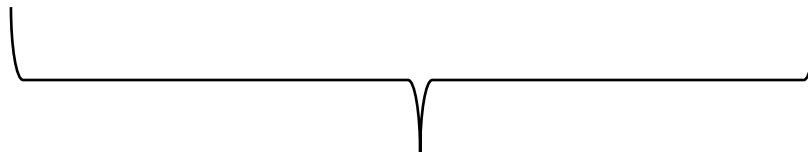
Illustration 1 : Enjeux et méthodologie de l'analyse croisée

Quels outils d'aide à la synthèse ? Comment croiser et harmoniser les informations recueillies ?

Les indicateurs statistiques pour renforcer /confirmer / nuancer / les hypothèses formulées grâce aux entretiens



Les éléments qualitatifs pour affiner les déterminants du chômage



Proposition et test d'une grille d'analyse croisée

Tableau 1 : Grille proposée à chaque chargé d'études

Thématique du modèle	Nombre d'entretien mentionnant la variable	Niveau des indicateurs par rapport à la valeur régionale	Convergence quantitatif / qualitatif : confirme/nuance/infirmes	Précisions recueillies grâce aux entretiens
Chômage d'attraction		littoral_mer		
		loge_vacant		
Dynamique du marché du travail et spécialisation		tx_var_emploi_13_18		
		ti_pop_13_18		
		part_precaire		
Sociologie de la population		part_monopar		
Mobilité des personnes		p18_part_voit0		
		p_mob_horsepci		
Niveau d'équipement		tauxcouv_epci		
Niveau de formation		sans_diplome		

A partir de la compilation des douze grilles, nous avons réalisé un scoring en comptant le nombre d'entretiens citant chaque thématique. Afin de neutraliser la différence du nombre d'entretiens entre les territoires (entre quatre et six entretiens selon l'EPCI), ce score a été normé pour accorder le même poids à chaque territoire et à chaque thématique. Les scores ainsi établis permettent de définir : i) des profils de territoire, ii) une hiérarchisation des thématiques à l'échelle des douze territoires étudiés.

Calcul du score : il s'agit de la moyenne pour les douze territoires de la part que représente une thématique dans le nombre total d'entretiens : en moyenne sur les douze territoires, la thématique x est citée dans y% des entretiens.

4. Résultats

4.1 Douze EPCI de Nouvelle-Aquitaine à enjeux sous l'angle du chômage

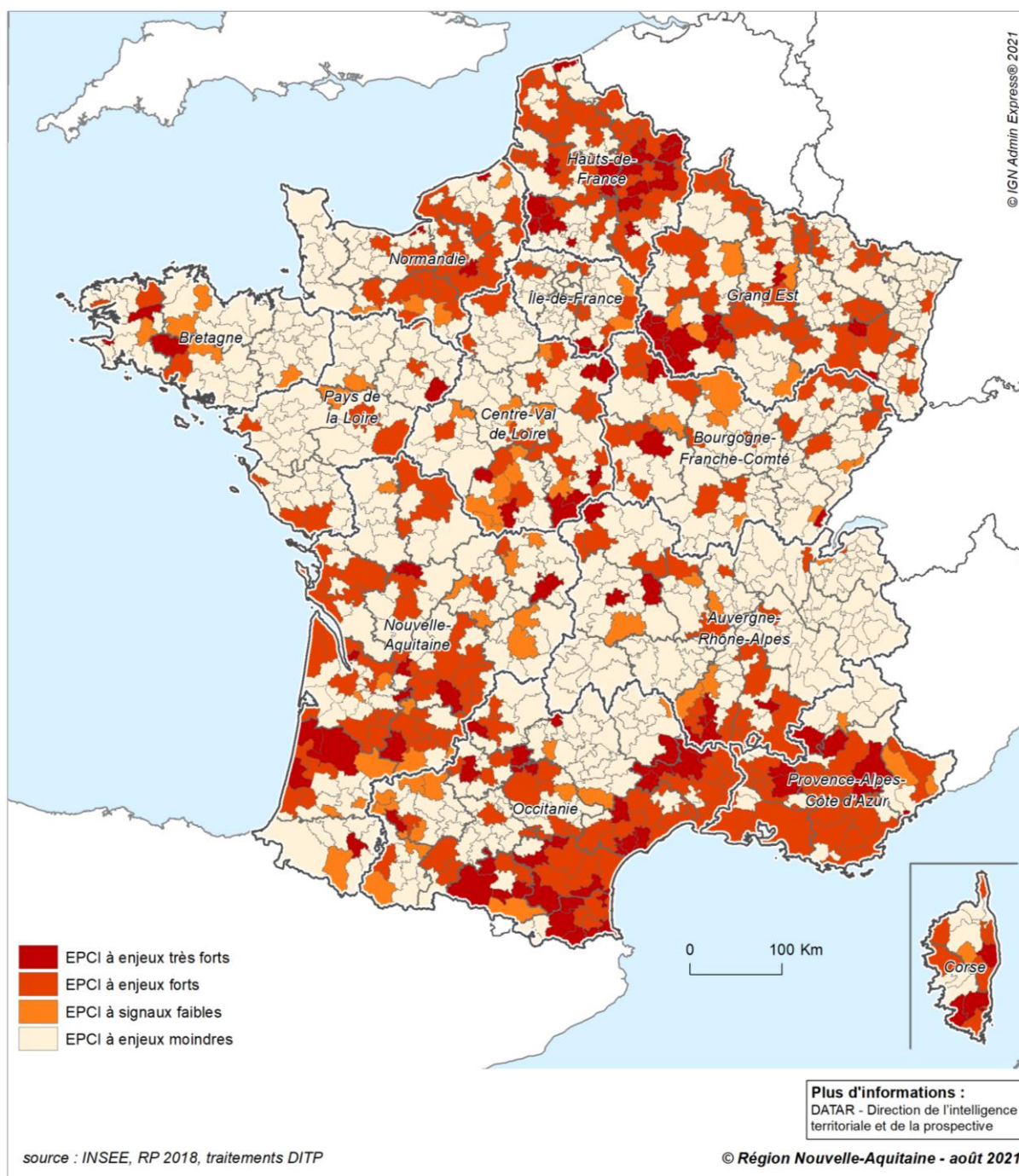
La classification des EPCI français et néo-aquitains à enjeux sous l'angle du chômage fait apparaître la répartition suivante (Tableau 1). A l'échelle nationale, les EPCI à enjeux très forts représentent 4,8% de l'emploi salarié privé. En dehors des EPCI à enjeux moindres, la catégorie qui compte le plus d'emplois salariés privés à l'échelle nationale est celle des EPCI à enjeux forts (38,6%) loin devant celle des EPCI à enjeux très forts (4,8%).

Tableau 2. Répartition des EPCI par catégorie

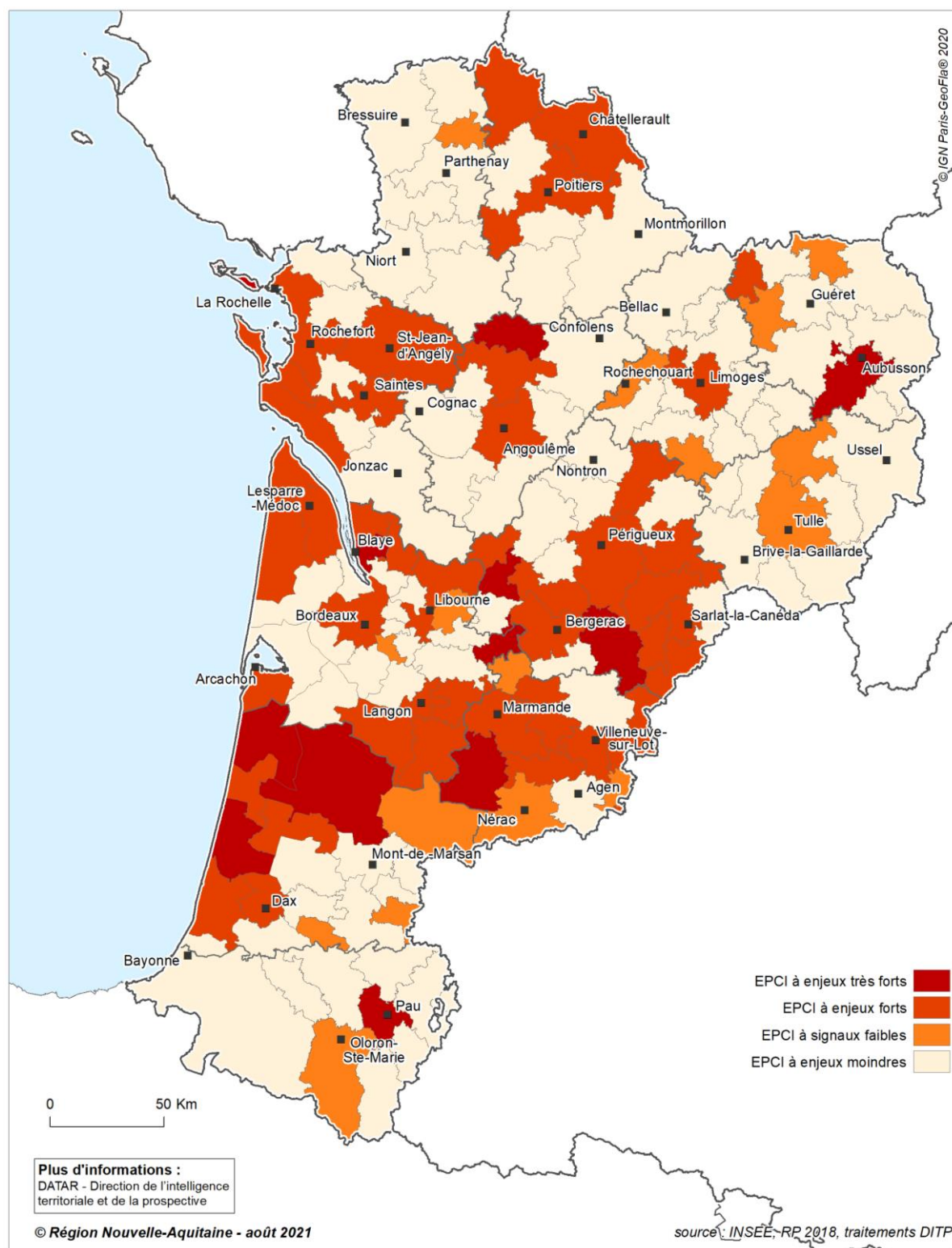
Catégorie des territoires à enjeux	Nombre d'EPCI de Nouvelle-Aquitaine	Part dans l'emploi salarié privé de Nouvelle-Aquitaine	Part dans l'emploi salarié privé en France
Enjeux très forts	12	5,5%	4,8%
Enjeux forts	44	48,1%	38,6%
Signaux faibles	6	4,0%	1,6%
Moindres enjeux	83	42,4%	55,0%
Total	155	100%	100%

En 2018, le taux de chômage régional est 12,69%, en croissance de 0,22% par rapport à 2013. Les territoires de Nouvelle-Aquitaine à très fort enjeu sous l'angle du chômage sont au nombre de 12. Ils représentent 4,8% des actifs de 15 à 64 ans de la Région. Les territoires à enjeu fort sont plus nombreux, nous en dénombrons 44. De plus, leur poids dans le total des actifs de 15 à 64 ans de la région est élevé (48,1%). Les 16 EPCI de Nouvelle-Aquitaine à signaux faibles totalisent 4% des actifs régionaux.

Carte 1 : Typologie des EPCI de France métropolitaine sous l'angle du chômage



Carte 2 : Typologie des EPCI de Nouvelle-Aquitaine sous l'angle du chômage



Dans dix des douze territoires à enjeux très forts, le chômage et sa croissance élevés s'accompagnent d'un déclin démographique (Tableau 2). La dynamique de l'emploi est quant à elle plus hétérogène : dans sept EPCI l'emploi a diminué sur la période 2013 – 2018 tandis que dans cinq EPCI il a crû. Deux EPCI paraissent atypiques à cet égard puisqu'ils ont vu

l'emploi et la population augmentés concomitamment au chômage. Il s'agit de la CC Côte Landes Nature et de la CC des Grands Lacs, tous deux situés dans le département des Landes.

Tableau 3. Les 12 EPCI de Nouvelle-Aquitaine à enjeux sous l'angle du chômage

EPCI	Enjeux	Taux de chômage 2013	Taux de chômage 2018	Taux de croissance 2013-2018		
				Chômage	Emploi	Population 15-64 ans
CC des Bastides Dordogne-Périgord	Très Forts	13.10%	14.10%	7.65%	-2.78%	-7.4%
CC du Pays Foyen	Très Forts	15.46%	17.02%	10.08%	-1.72%	-0.8%
CA Pau Béarn Pyrénées	Très Forts	13.03%	14.10%	8.17%	0.46%	-2.4%
CC de Blaye	Très Forts	13.98%	15.00%	7.27%	0.58%	-1.8%
CC Coeur Haute Lande	Très Forts	13.96%	15.24%	9.19%	1.45%	-0.1%
CC Isle Double Landais	Très Forts	15.68%	16.54%	5.53%	-5.20%	-2.5%
CC de l'Ile de Ré	Très Forts	12.35%	13.82%	11.91%	-1.56%	-9.5%
CC Côte Landes Nature	Très Forts	13.28%	14.83%	11.67%	0.37%	5.0%
CC des Grands Lacs	Très Forts	13.76%	15.33%	11.37%	2.94%	3.5%
CC Creuse Grand Sud	Très Forts	12.99%	14.14%	8.86%	-5.63%	-7.7%
CC Val de Charente	Très Forts	14.94%	16.28%	8.97%	-6.99%	-4.9%
CC des Coteaux et Landes de Gascogne	Très Forts	12.25%	14.19%	15.86%	-5.98%	-5.7%
Région Nouvelle-Aquitaine	/	12.66%	12.69%	0.22%	1.55%	-0.57%

Source : Insee RP2018, traitement DITP

L'identification des territoires à enjeux sous l'angle du chômage peut être un outil pour orienter l'action publique de manière optimale et différenciée territorialement. Pour cela, une étape supplémentaire dans la compréhension de ces enjeux est nécessaire. Elle peut s'appuyer sur des approfondissements quantitatifs (économétrie notamment) et des analyses qualitatives s'intéressant aux causes de la dynamique du chômage observée.

4.2 Les déterminants du chômage dans les EPCI français

Le modèle testé explique 69% des variations territoriales du taux de chômage. Ce coefficient de détermination est élevé et témoigne de la bonne qualité du modèle, et ce d'autant plus que nous avons pointé l'absence de multi-colinéarité entre variables explicatives.

Tableau 41 : Régression multiple du taux de chômage avec la prise en compte du taux de pauvreté (EPCI France)

<i>Taux de chômage 2018</i>		<i>n = 1249</i>			
	Coeff.	Ecart-type	Intervalle de confiance (95%)		Significativité
<i>PART DES FAMILLES MONOPARENTALES</i>	0.28	0.02	0.25	0.31	***
<i>PART DES MENAGES SANS VOITURE</i>	0.16	0.02	0.12	0.21	***
<i>PART DE LA POPULATION NON DIPLOMEE</i>	0.24	0.02	0.21	0.27	***
<i>PART DES MOBILITES DOM-TRAV HORS EPCI</i>	0.02	0.00	0.01	0.03	***
<i>EPCI RURAL PLUTÔT QUE URBAIN</i>	-0.09	0.17	-0.42	0.24	Ns.
<i>EPCI LITTORAL (1 = oui, 0 = non)</i>	1.03	0.20	0.63	1.43	***
<i>EPCI DE MONTAGNE (1 = oui, 0 = non)</i>	-0.91	0.13	-1.17	-0.65	***
<i>PART DES LOGEMENTS VACANTS</i>	0.09	0.03	0.04	0.14	***
<i>ACCUEIL DES ENFANTS DE MOINS DE 3 ANS</i>	-0.03	0.00	-0.04	-0.03	***
<i>PART DES EMPLOIS PRECAIRES</i>	0.05	0.02	0.02	0.09	***
<i>TAUX DE CROISSANCE DE L'EMPLOI (2013-2018)</i>	-0.06	0.01	-0.08	-0.03	***
<i>TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION (2013-2018)</i>	0.21	0.03	0.16	0.26	***
<i>PART DES EMPLOIS TERTIAIRES</i>	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
<i>PART DES EMPLOIS DANS LA CONSTRUCTION</i>	0.00	0.03	-0.05	0.05	Ns.
<i>PART DES EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE</i>	-0.01	0.01	-0.02	0.01	Ns.
<i>PART DES EMPLOIS DANS L'AGRICULTURE</i>	-0.07	0.01	-0.09	-0.05	***
<i>Constante</i>	-3.76	1.03	-5.79	-1.73	***
<i>Likelihood Ratio</i>					
<i>Prob > chi2 = 0.0000</i>		<i>R2 = 0.6926</i>			

*P<0.1 **P<0.05 ***P<0.01

Lecture : Une augmentation de 1 point de la part des familles monoparentales génère une augmentation de 0,28 point du taux de chômage.

Il ressort de notre travail de modélisation que les différences géographiques de chômage résultent de trois grandes familles de déterminants :

- **Caractéristiques et ressources des personnes**

Le niveau de qualification des personnes, le taux d'équipement en voiture et la monoparentalité ressortent particulièrement de nos analyses, elles sont un facteur premier pouvant expliquer l'existence d'un chômage plus fort sur certains territoires. Elles sont le signe que la question de l'accès à l'emploi renvoie à des problèmes de formation (faible niveau de qualification des personnes), de mobilité (faible taux d'équipement en voiture) ou de services à la population (question de la garde d'enfants pour les familles monoparentales par exemple). Favoriser le retour à l'emploi suppose donc d'agir sur l'ensemble de ces ressources.

Les territoires où ces caractéristiques s'avèrent les plus problématiques sont aussi celles où le taux de pauvreté est particulièrement fort. Il semble donc que des processus cumulatifs sont à

l'œuvre, l'absence de certaines ressources empêche le retour à l'emploi, la privation d'emploi accroît en retour le manque de ressources. Des réponses permettant de prendre en compte l'ensemble des problèmes auxquels les personnes sont exposées, du type « territoires zéro chômeur », peuvent alors trouver une forte légitimité.

- **Caractéristiques géographiques et socio-économiques des territoires**

Des éléments liés à la situation géographique des territoires, d'une part, et à leur dynamique socio-économique, d'autre part, influent également sur les taux de chômage. On observe notamment un chômage plus élevé sur les territoires littoraux et sur les territoires dynamiques démographiquement, ce qui peut être le signe d'un chômage d'attraction. Cette attraction de demandeurs d'emploi se retrouve également sur des territoires où l'immobilier (location, achat) est davantage accessible (part élevée de logements vacants), quand bien même ces territoires ne sont pas littoraux ni en croissance démographique. À l'inverse, les territoires de montagne et agricoles sont comparativement moins touchés par la problématique du chômage. De même, les territoires pour lesquels la croissance de l'emploi est plus forte ont un taux de chômage plus faible, toute chose observée égale par ailleurs.

On constate également que les territoires où la part des emplois précaires est forte ont en moyenne un taux de chômage plus élevé. Ceci peut être le signe de l'importance des emplois saisonniers (en lien avec le caractère littoral des territoires notamment) ou de l'intérim, certaines des personnes concernées alternent contrats courts et chômage, ce qui fait monter tendanciellement le taux de chômage observé.

L'ensemble de ces variables correspondent à des éléments de contexte sur lesquels il est difficile d'agir. Des actions visant à soutenir le développement économique sur les territoires les plus touchés seraient cependant nécessaires, même si leurs effets peuvent être longs à se manifester.

- **Caractéristiques locales spécifiques**

Ces deux ensembles de déterminants pris ensemble expliquent environ 70 % des différences géographiques de taux de chômage, ce que l'on peut considérer comme très satisfaisant. Ceci signifie cependant que le modèle n'épuise pas la totalité du sujet, la situation de certains EPCI est moins bien expliquée que pour d'autres, ils peuvent avoir un taux de chômage sensiblement supérieur, ou à l'inverse sensiblement inférieur, à celui auquel on pourrait s'attendre compte-tenu des valeurs observées des variables les plus influentes du modèle. C'est le cas de cinq territoires à enjeux de Nouvelle-Aquitaine (trois sont localisés dans les Landes), dont le taux de chômage observé est significativement plus fort que le taux de chômage estimé grâce au modèle.

La situation atypique de ces territoires peut s'expliquer par le fait que les variables du modèle jouent encore plus fortement que ce que l'on observe en moyenne (effet plus important sur le chômage du faible équipement en voiture par exemple), ou bien par le jeu d'autres variables non intégrées dans la modélisation (ex : territoires sur deux départements). Dans tous les cas, des effets locaux sont à l'œuvre, les investigations de terrain que nous avons menées doivent permettre de les identifier.

Le tableau suivant reprend les valeurs des principales variables qui influent sur les taux de chômage pour les douze territoires à enjeux. Nous masquons les résultats concernant les

variables sur la spécialisation économique du territoire car elles sont difficiles à interpréter et n'apportent pas d'éléments explicatifs majeurs. En plus des variables explicatives du modèle, nous présentons dans le tableau le taux de pauvreté, fortement corrélé à certaines de ces variables, et les résidus du modèle. Nous mobilisons ce tableau en complément des matériaux collectés lors des entretiens pour l'analyse fine des causes du chômage sur ces territoires : les variables qui ressortent fortement pour un territoire peuvent venir confirmer les discours énoncés lors des entretiens. À l'inverse, quand des propos ressortent mais qu'on ne les retrouve pas dans les chiffres, il convient d'être plus prudent. La colonne « résidu » permet d'identifier les territoires les moins bien expliqués par le modèle, il convient de voir si des éléments « terrain » permettent d'expliquer pourquoi.

Nom EPCI	TAUX CHOMAGE	PART MENAGES SANS VOITURE	PART MOBILITE DOM-TRAV HORS EPCI	TAUX CROISSANCE POPULATION (2013-2018)	PART FAMILLES MONOPARENTALES	PART POP NON DIPLOMEE	PART LOGEMENTS VACANTS	PART EMPLOIS PRECAIRES	TAUX CROISSANCE EMPLOI (2013-2018)	EPCI LITTORAL	EPCI MONTAGNE	ACCUEIL ENFANTS MOINS DE 3 ANS	RESIDUS MODEL E	TAUX PAUVRETE
<i>Effet sur le taux de chômage</i>	/	+	+	+	+	+	+	+	-	+	-	-	/	+
CA Pau Béarn Pyrénées	14.10	16.53	20.97	0.16	33.8	21.1	12.4	16.5	0.46	0	0	64.8	0.65	14.3
CC Cœur Haute Lande	15.24	7.41	47.11	3.04	25.7	31.1	8.1	20.9	1.46	0	0	53	3.10	14.8
CC Creuse Grand Sud	14.14	15.52	25.36	-4.29	30.7	30.9	16.3	20.7	-5.63	0	1	66.6	1.11	20.4
CC Côte Landes Nature	14.83	6.45	39.23	8.28	26.8	25.6	5.5	16.1	0.37	1	0	69	2.00	11.4
CC Isle Double Landais	16.54	10.86	46.11	1.41	31.5	36.9	12.8	16.2	-5.20	0	0	47.1	-0.40	17
CC Val de Charente	16.28	11.83	34.54	-2.46	29.3	34	13	19.4	-6.99	0	0	59.4	1.77	19.5
CC de Blaye	15.00	11.11	57.75	0.36	23.6	29.7	11.7	15.3	0.58	0	0	57.8	3.18	15.3
CC de l'Île de Ré	13.82	8.57	23.90	-2.17	26.5	26.4	3	18.8	-1.56	1	0	72.1	2.98	9.7
CC des Bastides Dordogne-Périgord	14.10	8.37	34.88	-2.75	27.6	32.4	9.4	17	-2.78	0	0	53.7	1.74	16
CC des Coteaux et Landes de Gascogne	14.19	10.12	44.37	-0.42	31.2	35.7	12.2	15.5	-5.99	0	0	52.5	-1.12	14.7
CC des Grands Lacs	15.33	7.35	38.28	6.68	25	24.7	3.7	17.4	2.93	1	0	82.5	3.97	9.9
CC du Pays Foyen	17.02	14.28	38.53	2.07	35.1	36.4	14.2	25.7	-1.73	0	0	49	-0.81	21.7
Nouvelle-Aquitaine	12.7	13	31.4	2.3	28.5	26.8	7.7	16.1	0.02	/	/	/	/	13.6
France	13.4	18.7	34.5	0.3	28.6	27.4	8.2	15.5	0.01	/	/	59.3	/	14.8

4.3 Les résultats qualitatifs

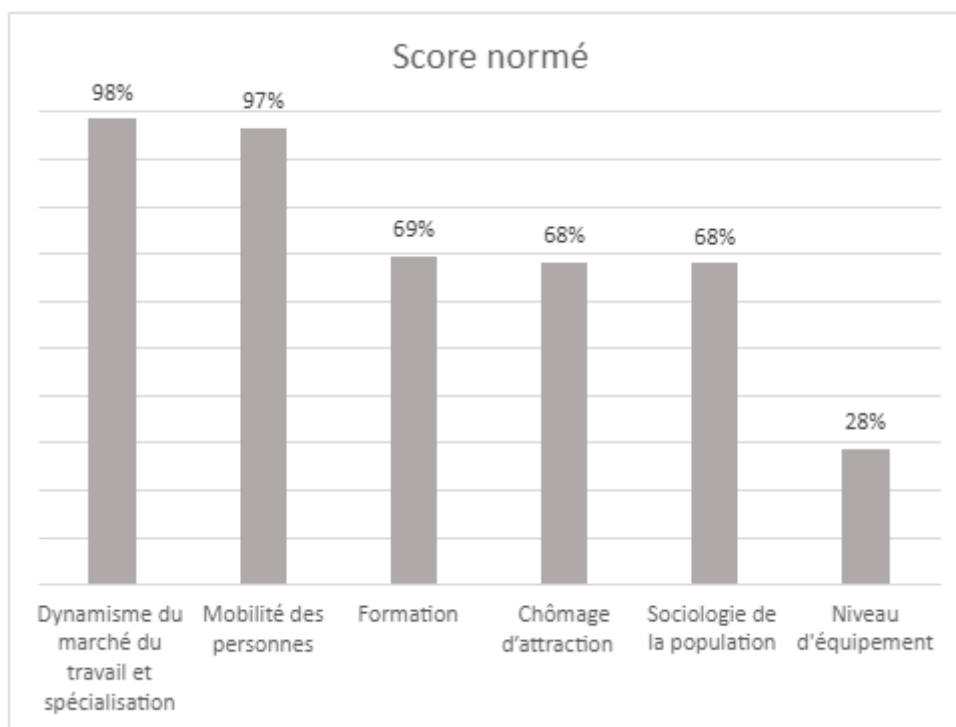
4.3.1 Conduite d'entretiens semi-directifs et retranscriptions des entretiens

Les enseignements issus du recueil de paroles d'acteurs sont organisés de la même manière que les résultats de l'analyse quantitative :

- Caractéristiques et ressources des personnes
- Caractéristiques géographiques et socio-économiques des territoires

Les enseignements complémentaires issus de l'analyse qualitative non-expliqués par le modèle sont classés dans chacune des deux parties précédentes (graphique 1). Cette mise en miroir souligne l'intérêt de la méthode mixte développée dans le cadre de cette étude. Le cumul du nombre d'entretiens permet de proposer une hiérarchie entre les thématiques à l'échelle des douze territoires. Dans les discours des acteurs, le dynamisme du marché du travail et la mobilité des personnes ressortent nettement comme les déterminants structurels majeurs du taux de chômage. À l'inverse, le niveau de motorisation est un élément moins saillant.

Graphique 1 : Hiérarchisation des thématiques à partir du score



4.3.2 Qualification et convergence des caractéristiques et des ressources des personnes

- **La mobilité des personnes**

Les difficultés liées à la mobilité ont été mentionnées dans 98 % des entretiens, soit 54 entretiens sur 56. L'absence de voiture et les distances domicile-travail, variables prises en compte dans le modèle génèrent effectivement des freins de mobilité. Les paroles d'acteurs citent également les coûts induits par les déplacements en véhicule personnel provoquant à la fois des difficultés pour l'accès aux lieux d'emplois et aussi aux lieux de formation. La dépendance à l'automobile est d'autant plus forte dans les territoires les plus éloignés des réseaux de transports en commun.

Quant au mode ferroviaire, même si près de la moitié des territoires observés possède une gare TER, il resterait peu utilisé par les demandeurs d'emploi. Trois raisons ont été mentionnées. Premièrement, le prix limiterait fortement l'usage du train. Deuxièmement, les déplacements en train font l'objet de freins comportementaux et cognitifs : le train est perçu comme un moyen de transport complexe et n'est pas ancré dans les habitudes. Enfin, le mode ferroviaire trouve ses limites pour les déplacements domicile-travail : i) les chômeurs résidant dans les communes éloignées des gares doivent trouver un mode de rabattement ; ii) le train restreint l'accès aux quartiers de gare. Les polarités d'emplois périphériques restent ainsi difficilement accessibles. La perception des infrastructures routières comme atout à la mobilité est également mitigée. Pour certains elles représentent autant de barrières psychologiques pour les habitants que d'opportunités de déplacements.

Ainsi, il existe une dissonance entre accessibilité potentielle et vécue. Quand bien même les infrastructures sont présentes leur utilisation est limitée par les caractéristiques et les ressources des personnes. Nous avons montré que la thématique de la mobilité des personnes était prégnante dans tous les territoires et trouve un certain consensus dans son expression. En particulier, même si les ménages sont équipés en voiture et que le territoire est inscrit dans des réseaux de transports, l'insertion sur le marché du travail reste limitée par la capacité des personnes à se mouvoir.

- **Les caractéristiques socio-démographiques**

La sociologie de la population ainsi que la formation ont été mentionnées dans près de 70 % des entretiens en moyenne pour les douze territoires. Les difficultés sociales sont évoquées comme un obstacle préalable à l'insertion sur le marché du travail. Avant même de considérer les problématiques d'accès à l'emploi, les acteurs de terrain reçoivent des personnes confrontées à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Ce sont parfois des populations éloignées du marché de l'emploi depuis longtemps qui ne maîtrisent pas le socle de connaissances indispensables à l'insertion professionnelle (lire, écrire, compter). Une partie de la population, a peu d'aptitudes à mener des démarches administratives telles les inscriptions Pôle Emploi par exemple ou les formalités pour l'accès aux droits. Les acteurs ont également évoqué l'absence de qualification comme une grande difficulté pour les demandeurs d'emploi confirmant ainsi les résultats du modèle.

La thématique de la santé, non prise en compte dans le modèle est également un élément saillant des discours d'acteurs. Les pathologies mentales et les comportements addictifs ont été pointés du doigt dans tous les territoires en particulier chez les jeunes qui vivent parfois de grandes difficultés en milieu familial.

Les ménages monoparentaux, dont les chefs de famille sont principalement des femmes, sont particulièrement impactés par les freins à l'insertion sur le marché du travail. Parfois confrontées à la capacité des territoires à proposer des solutions de garde, leur investissement dans la gestion du quotidien est également abordé comme un frein à la recherche d'emploi.

Si l'offre de formation est abordée (insuffisance ou manque d'accessibilité aux pôles de formation extérieurs au territoire), ce sont avant tout les choix et les comportements (motivation, capacités cognitives, difficultés sociales, etc.) individuels qui sont au cœur des problématiques.

4.3.3 Qualification et convergence des caractéristiques géographique et socio-économique

Sur les 56 entretiens réalisés, 55 mentionnent la dynamique du marché de l'emploi et la spécialisation socio-économique comme une problématique majeure. (soit 98% en moyenne).

- **La dynamique du marché de l'emploi**

Sur les douze territoires étudiés sept ont une croissance de l'emploi significativement inférieure à la moyenne régionale. Dans ces EPCI, la perception des acteurs est conforme à ce constat chiffré. Tous évoquent un tissu économique atone et ses conséquences sur le marché de l'emploi. Dans la majorité des cas, le déclin des activités industrielles est mis en exergue.

Le vieillissement de la population et le manque d'attractivité démographique sont également des préoccupations importantes dans tous les territoires connaissant une perte d'emplois entre 2013 et 2018. La relation entre la dynamique démographique et la dynamique économique démontrée par les analyses statistiques trouve écho dans les perceptions de terrain. Les propos des acteurs viennent conforter les conclusions du modèle concernant le poids des contextes économique et démographique dans lequel s'inscrivent les EPCI.

L'élaboration d'un projet de territoire qui exprimerait une vision commune des enjeux locaux est avancée comme un levier majeur dans ces intercommunalités peu attractives. Les personnes interrogées évoquent le rôle que pourraient avoir les collectivités locales quant à l'implantation d'entreprises à partir de la mise en œuvre de stratégies volontaristes.

- **Le chômage d'attraction**

Le chômage d'attraction considéré comme une variable significative dans le modèle est particulièrement ressenti dans les territoires dont le cadre de vie provoque une attractivité démographique. Les trois espaces littoraux sont dans cette configuration. La relation entre le prix de l'immobilier et l'attraction de chômeurs, dont le parcours résidentiel serait contraint par leurs ressources, est plus ténue.

- **La précarité de l'emploi**

La précarité de l'emploi est quant à elle mentionnée dans onze territoires, peu importe le dynamisme économique. Elle s'exprime essentiellement par une saisonnalité marquée des activités agricoles et touristiques. Les contrats à temps partiel ont également été évoqués notamment dans la grande distribution et le médico-social. Ils font l'objet d'un arbitrage entre l'accès à un emploi et les coûts engagés pour occuper cet emploi : i) frais de déplacement, ii) frais de garde d'enfant.

- **La pénibilité de l'emploi**

Les difficultés de rencontre entre l'offre et la demande de travail sont citées comme un frein majeur à l'insertion sur le marché du travail. Selon les personnes interrogées, les offres d'emplois restent non pourvues dans les secteurs du médico-social, de l'agriculture ou encore du bâtiment en raison de la pénibilité du travail et de la faiblesse des salaires. Un arbitrage est ainsi fait entre les conditions de travail proposées et l'insertion sur le marché du travail. Comme la précarité, la pénibilité des emplois, semble jouer positivement sur le taux de chômage.

- **Les caractéristiques géographiques**

Au-delà du caractère littoral, souvent synonyme de chômage d'attraction, les attributs géographiques ont été abordés dans d'autres configurations territoriales non repérées par l'analyse quantitative. Dans deux EPCI, les frontières départementales sont vécues comme de véritables ruptures. Le décalage entre les périmètres institutionnels et les logiques fonctionnelles (zones d'emplois) est identifié comme une cause du chômage. Le manque de dialogue entre les structures d'insertion d'un département à l'autre a notamment été cité.

- **Le niveau d'équipement du territoire**

La capacité du territoire à proposer des solutions de garde d'enfants en bas âge est ressortie comme une variable significative du modèle. Les entretiens permettent de constater que cette problématique n'est pas mentionnée de manière spontanée, quand bien même elle impacte les comportements des demandeurs d'emploi. En revanche, les acteurs ont évoqué des freins liés à l'offre territoriale de services qui s'exprime par le manque ou les difficultés d'accès aux structures dédiées à la lutte contre le chômage. À l'inverse, la présence de dispositifs tels que France Services, une antenne Pôle Emploi ou une offre de formations adéquate sont des éléments facilitant l'insertion sur le marché du travail.

5. Conclusion

Dans cet article nous avons cherché à identifier les EPCI les plus exposés au chômage en Nouvelle-Aquitaine et à comprendre les problématiques auxquelles ils doivent faire face.

Au premier questionnaire, les analyses menées à partir du calcul du taux de chômage au sens du recensement de la population de l'INSEE ont permis de détecter 12 territoires à très forts enjeux pour la Région Nouvelle-Aquitaine. Ces territoires sont à la fois positionnés dans le tiers des EPCI de France dont le taux de chômage est le plus fort en 2018 (taux supérieur à 13,13%), et leur situation s'est dégradée plus vite qu'en tendance moyenne nationale (2013 et 2018). Au second, nous avons appliqué une méthode mixte en couplant des analyses économétriques à des rencontres avec les acteurs de terrain. Les allers-retours entre les résultats quantitatifs et qualitatifs ont permis d'identifier et de qualifier les déterminants du chômage. S'il convient d'être prudent sur la montée en généralités des propos d'acteurs, leurs perceptions permettent d'élargir le spectre des causes du chômage.

En mobilisant un modèle économétrique, nous avons souligné que les différences géographiques de chômage sont le résultat de trois déterminants. Ressortent tout d'abord les caractéristiques et les ressources des personnes : problèmes de formation (faible niveau de qualification des personnes), de mobilité (faible taux d'équipement en voiture) ou de services à la population (question de la garde d'enfants pour les familles monoparentales par exemple).

Ensuite, des éléments liés à la situation géographique des territoires, d'une part, et à leur dynamique socio-économique, d'autre part, influent également sur les taux de chômage : chômage plus élevé sur les territoires littoraux et sur les territoires dynamiques démographiquement (chômage d'attraction) à l'inverse des territoires montagneux et agricoles, attraction potentielle de demandeurs d'emploi sur les territoires où l'accès et le prix des logements sont plus faibles, relation significative inverse entre croissance de l'emploi et taux de chômage, taux de chômage plus élevé sur les territoires où le taux d'emplois précaires (saisonniers notamment) est élevé. Bien qu'ils expliquent une part élevée des différences de taux de chômage (70%), ces deux ensembles de déterminants n'apportent pas toutes les informations utiles à la compréhension du phénomène. D'un territoire à l'autre, certaines caractéristiques locales mises en évidence par les acteurs des territoires permettent d'améliorer l'explication du taux de chômage.

D'un point de vue plus général, à l'échelle des 12 territoires à enjeux très forts sous l'angle du chômage, le croisement entre les enseignements quantitatifs et les enseignements qualitatifs met en évidence des régularités qui s'observent pour les thématiques de la mobilité et les caractéristiques sociologiques des personnes. Les dynamiques sur le marché du travail et la spécialisation des territoires, qui relèvent quant à elles de processus macro-territoriaux, apparaissent également comme des déterminants communs explicatifs du chômage sur les 12 territoires. D'autres problématiques telles que le chômage d'attraction sont plus spécifiques et s'expriment en particulier dans les territoires en croissance démographique. L'analyse qualitative a permis de préciser et d'élargir le spectre des thématiques prises en compte dans le modèle. Parmi les enseignements les plus saillants, la fragilité des jeunes publics, les problèmes de santé ainsi que l'importance des barrières psychologiques qui affectent à la fois les capacités à se déplacer, à se former et à travailler viennent étoffer la compréhension des caractéristiques et des ressources des personnes.

Outre, l'application de méthodes mixtes, l'originalité de ce travail tient à la manière dont le Conseil Régional avec l'appui de l'a-urba, s'est saisi de la question du chômage en produisant de la connaissance objectivée nécessaire à la définition des ambitions politiques. De ce point de vue, nous avons démontré la multiplicité des champs d'action à mobiliser. Une politique sectorielle focalisée sur la création d'emplois ne saurait suffire à résorber le chômage. À la transversalité des dispositifs, doit s'ajouter la prise en compte du contexte local. Une même action ne saurait avoir le même impact dans tous les territoires.

Références bibliographiques

Blanc M., Hild F., 2008, Analyse des marchés locaux du travail : du chômage à l'emploi, *Economie et statistique*, Vol. 415, N° 1, pp. 45 – 60.

Bouvard C., Donne V., 2020, Taux de chômage et zones d'emploi : vers une nouvelle approche de la performance territoriale ?, Document de travail, France Stratégie.

Creswell J. W, Plano Clark V. L., 2007, Designing and conducting mixed methods research, Thousand Oaks, CA, Sage.

Duguet E., Goujard A., L'Horty Y., 2008, Les inégalités territoriales d'accès à l'emploi : une exploration à partir de sources administratives exhaustives, *Economie et Statistique*, Vol. 415, pp. 17-44

Elhorst J. P., 2003, « The Mystery of Regional Unemployment Differentials : a Survey of Theoretical and Empirical Explanations », *Journal of Economic Surveys*, vol. 17, n° 5, pp. 709-748

Ferru M., 2018, Trajectoire de développement d'un territoire non métropolitain : l'apport des méthodes mixtes pour l'analyse du bassin palois. In Bernard Pecqueur ; Fabien Nadou. Dynamiques territoriales et mutations économiques. Transition, intermédiation, innovation, chap.5, L'Harmattan, pp.101-114, 2018, 978-2-343-14304-0

Tashakkori, A. (2009). « Are We There Yet ? The State of the Mixed Methods Community », Journal of Mixed Methods Research, Vol. 3 (4), pp. 287-291

Small ML., 2011, « How to Conduct a Mixed Methods Study : Recent Trends in a Rapidly Growing Literature », Annual Review of Sociology, vol. 37, p .57-86

Stange K., Crabtree B., et Miller W., 2006, « Multimethod Research », Annals of Family Medicine, vol. 4, p. 292-294.

Testenoire A., Trancart D., 2003, « Contribution à l'analyse des trajectoires d'insertion : entre analyse quantitative et qualitative », Premières rencontres jeunes et sociétés en Europe et autour de la méditerranée, Marseille 2003